



## CHAPITRE 226

### LOI CONCERNANT LES COMPAGNIES A FONDS SOCIAL ÉTRANGÈRES

1. La présente loi peut être citée sous le titre de *Loi Titre abrégé. des compagnies à fonds social étrangères.*

2. Les corporations étrangères, au sens de la présente loi, comprennent toutes les corporations commerciales et les compagnies à fonds social non constituées par ou en vertu d'une loi de la Législature de cette province, du Parlement du Canada, de la Législature de l'ancienne province du Bas Canada, ou de celle de l'ancienne province du Canada, excepté;

"Corporation étrangère", définie.

1° Les sociétés de prêts et de placements autorisées en vertu des dispositions de la Loi des sociétés de prêts et de placements (chap. 252);

2° Les compagnies d'assurance, les sociétés de secours mutuels et les sociétés charitables, lesquelles sont régies par les dispositions de la Loi des assurances de Québec (chap. 243);

3° Les compagnies de fidéicommiss constituées en corporation en vertu des lois de l'une des provinces du Canada ou d'un pays étranger, lesquelles sont régies par la Loi des compagnies de fidéicommiss (chap. 248).

4° Les corporations et compagnies constituées par ou en vertu d'une loi d'une Législature d'une autre province du Canada, dans laquelle les corporations et compagnies constituées par ou en vertu des lois de la province de Québec sont autorisées à faire affaires sans être obligées de prendre des permis à cet effet. S. R. (1909), 6098; 3 Geo. V, c. 44, s. 3.

3. Aucune corporation étrangère ne peut faire affaires dans la province, à moins qu'elle n'ait obtenu un permis en vertu de la présente loi, et que ce permis ne soit en vigueur.

Permis requis pour faire affaires.

Permis requis  
pour représen-  
ter une Cie  
étrangère.

Aucune compagnie, société, courtier, agent ou autre personne, comme représentant ou agent d'une corporation étrangère, ou agissant en quelque qualité autre que celle de voyageur de commerce prenant des commandes pour cette corporation étrangère, ne peut faire affaires dans la province pour une corporation étrangère à moins qu'elle n'ait reçu ce permis et qu'il ne soit en vigueur. S. R. (1909), 6099.

Procedures  
pour obtenir  
le permis.

4. Ce permis est accordé par le lieutenant-gouverneur sur requête de la corporation étrangère, pourvu que celle-ci:

1° Dépose au bureau du secrétaire de la province une copie de sa charte, de ses articles d'association ou autre acte constitutif, certifiée par l'officier qui a la garde de l'original;

2° Établisse qu'elle est constituée de manière à remplir les obligations qu'elle peut contracter;

3° Dépose au bureau du secrétaire de la province une procuration constituant un agent principal dans la province aux fins de recevoir les significations en toutes actions et procédures exercées contre elle, et déclarant où sera établi le bureau principal de la corporation;

4° Paye les honoraires qui peuvent être fixés par le lieutenant-gouverneur en conseil pour l'obtention de cette autorisation;

5° Établisse que son nom n'est celui d'aucune autre compagnie connue, qu'il ne peut être confondu avec quelque autre dénomination sociale ou qu'il n'est pas autrement inadmissible pour des raisons d'intérêt public.

Permis re-  
fusé, etc., en  
certains cas.

Le lieutenant-gouverneur peut refuser d'accorder ou de continuer un permis à une compagnie dont le nom ne rencontre pas les exigences du présent paragraphe 5°, à moins que ce nom ne soit changé ou modifié à la satisfaction du secrétaire de la province.

Effet du  
changement  
de nom.

Ce changement de nom ou cette modification dans le nom n'affecte aucunement l'existence corporative de la compagnie ni ses droits et obligations. S. R. (1909), 6100.

Publication  
de l'avis de  
l'autorisa-  
tion.

5. Avis que cette autorisation a été accordée doit être publié par le secrétaire de la province dans la *Gazette officielle de Québec*, et, à compter de la publication de cet avis, la corporation étrangère peut se livrer à des opérations. S. R. (1909), 6101.

Changement  
de l'agent  
principal, etc.

6. Chaque fois qu'une corporation étrangère change son agent principal ou le lieu de son principal bureau

d'affaires, elle doit transmettre au secrétaire de la province une copie de la nouvelle procuration s'y rapportant, et avis en doit être donné dans la *Gazette officielle de Québec*. S. R. (1909), 6102.

7. Si une corporation étrangère autorisée en vertu de la présente loi change son nom, elle doit transmettre au secrétaire de la province une copie du document constatant que ce changement a été obtenu légalement, et cette copie doit être certifiée par l'officier qui a la garde de l'original.

Changement de nom d'une Cie étrangère.

Un nouveau permis peut alors être accordé par le lieutenant-gouverneur, et avis en doit être donné par le secrétaire de la province dans la *Gazette officielle de Québec*. S. R. (1909), 6103.

Nouveau permis dans ce cas. Avis.

8. Toute corporation étrangère, qui est munie d'un permis en vertu de la présente loi peut, sujet aux restrictions et conditions de ce permis et des lois de la province, ainsi qu'aux dispositions de sa propre charte, acquérir, posséder, hypothéquer et aliéner des biens immobiliers dans cette province, ou en disposer autrement, dans la même mesure que si elle avait été constituée en corporation par lettres patentes émises par le lieutenant-gouverneur de la province, avec pouvoir de faire les affaires et d'exercer les pouvoirs que comporte ce permis. S. R. (1909), 6104.

Pouvoirs en vertu du permis.

9. Si une corporation étrangère qui est munie d'un permis en vertu de la présente loi omet d'observer les restrictions et conditions de ce permis, ou les règlements concernant la nomination et le maintien d'un représentant dans la province, ou de s'y conformer, le lieutenant-gouverneur en conseil peut suspendre ou révoquer ce permis, totalement ou en partie, et il peut lever cette suspension ou annuler cette révocation et remettre le permis en vigueur.

Suspension et révocation du permis.

Avis de telle suspension, révocation, levée de suspension ou remise en vigueur doit être donné par le secrétaire de la province dans la *Gazette officielle de Québec*. S. R. (1909), 6105.

Avis dans ce cas.

10. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut faire des règlements concernant les matières suivantes:

Pouvoir du lt-gouv. en cons. de faire etc., des règlements.

1° Les formules des permis, les procurations, les mandes, les avis, les états et autres documents concernant les demandes et autres procédures en vertu de la présente loi;

2° Les honoraires à percevoir pour l'octroi des permis et la publication des avis, en vertu de la présente loi; (\*)

3° En général tout ce qui peut être nécessaire pour la mise à exécution de la présente loi. S. R. (1909), 6106.

Pénalité pour  
infraction à  
cette loi.

**11.** Toute personne faisant affaires pour une corporation étrangère qui ne s'est pas conformée aux exigences de la présente loi, est passible d'une amende n'excédant pas cent dollars pour chaque infraction, et, à défaut de paiement, d'un emprisonnement n'excédant pas trois mois. S. R. (1909), 6107.

Prescription  
des actions.

Lois applica-  
bles.

**12.** Les poursuites en vertu de la présente loi doivent être intentées dans les six mois à compter de la date de l'infraction, et sont régies par les dispositions de la Loi des convictions sommaires de Québec (chap. 165). S. R. (1909), 6108.

État soumis  
à la Législa-  
ture.

**13.** Un état indiquant les permis accordés en vertu de la présente loi dans le cours de l'année financière précédente, et le fonds social autorisé des corporations étrangères munies de permis, ainsi que l'honoraire payé pour chaque permis, doit être déposé devant la Législature à chacune de ses sessions. S. R. (1909), 6109.

Interpréta-  
tion.

**14.** Rien dans la présente loi ne soustrait les corporations étrangères à l'application de la première section de la Loi des déclarations des compagnies et des sociétés (chap. 224). S. R. (1909), 6110.

(\*) Tarif d'honoraires.—O. C., 17 juin 1904, 4 Ed. VII, page I.—O. C., 7 janvier 1905, 5 Ed. VII, p. I.—O. C., 18 mars 1916, 6 Geo. V, p. XXVII.